

4^e TRIMESTRE 2001 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE MARS 2002 N° 22

Les trimestres se suivent sans se ressembler, tant la conjoncture économique actuelle est porteuse d'évolutions aussi rapides que substantielles. De fait, les indicateurs changent de couleur, pointant parfois des directions contradictoires. Le bilan de ces derniers mois est par conséquent plus mitigé que de coutume, en rupture en tout cas avec la surprenante homogénéité des constats antérieurs, hormis celui réalisé à l'automne 2001.

Le ralentissement dont on percevait déjà les signes en novembre, à travers les témoignages des responsables d'entreprise, a été vivement ressenti en Loir-et-Cher depuis lors. C'est ce que révèle l'enquête menée fin février par l'Observatoire auprès de 90 établissements. La dégradation ainsi mise en évidence serait d'ampleur importante. Nombreuses sont désormais les entreprises à déplorer une diminution tout à la fois de leur carnet de commandes (une sur deux), de leur volume d'activité et de leur chiffre d'affaires (une sur trois), cela avec une particulière acuité dans l'industrie. Partout le sentiment d'incertitude progresse.

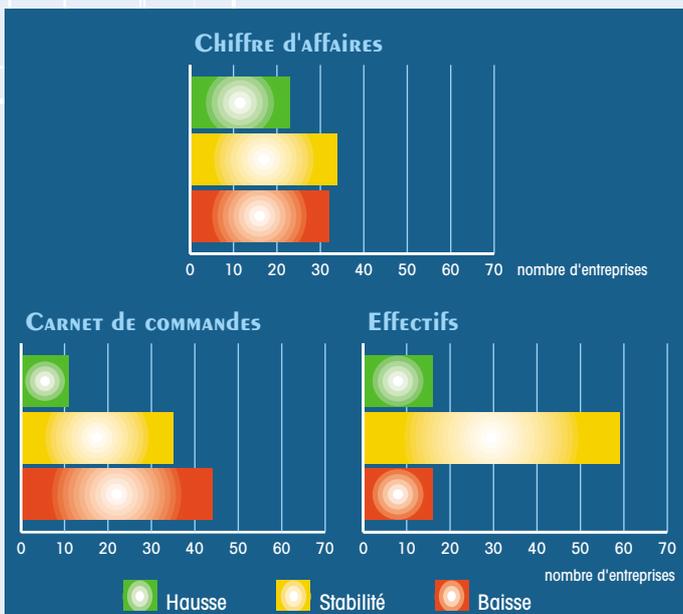
Ce type de constat, s'il est très fréquent, ne constitue cependant pas la norme. Une fraction non négligeable d'entreprises est toujours orientée vers la croissance, prolongeant les tendances récentes. Pour d'autres également, ce ralentissement marque le retour à un niveau d'activité plus habituel, après une période de surchauffe importante. On le mesure ici, les situations sont de plus en plus contrastées, sans que l'on puisse pour autant en définir une typologie.

Malgré le ralentissement, le niveau global de l'activité est resté élevé, ainsi que le révèlent certains indicateurs. Les chiffres d'affaires ont fait un bond de 20 % au cours du quatrième trimestre, sans doute stimulés par le comportement des consommateurs, très enclins à la dépense en fin d'année. De même, on remarquera le recours toujours massif à la main d'œuvre intérimaire, la croissance des échanges extérieurs, le caractère soutenu des investissements... Néanmoins, les signes des difficultés croissantes rencontrées par certaines entreprises sont manifestes : forte reprise dès le mois de décembre du chômage partiel, augmentation du nombre des licenciements, retards accrus dans le paiement des cotisations salariales, recrudescence de la défaillance d'entreprise et surtout très net tassement des recrutements. L'incidence la plus immédiate de cette conjoncture s'est en effet traduite par une nouvelle remontée du chômage, qui a frappé plus lourdement la main d'œuvre masculine employée par l'industrie.

UN BILAN TRÈS MITIGÉ SOUS LE SIGNE DU RALENTISSEMENT

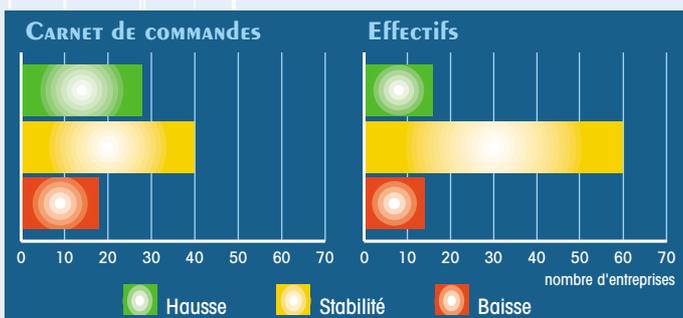
Les prévisions pour les trois prochains mois sont elles aussi empreintes d'inquiétude, mais cette fois de manière bien plus nuancée. Les perspectives d'activité paraissent meilleures pour davantage d'établissements et pires pour un nombre diminué. Si l'on en croit les responsables interrogés, à présent moins portés vers le pessimisme, le deuxième trimestre devrait être marqué par la stabilité. Cela marquerait-il une nouvelle rupture de tendance ? En attendant, les résultats à venir du premier trimestre 2002 montreront sans doute des indicateurs dégradés.

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

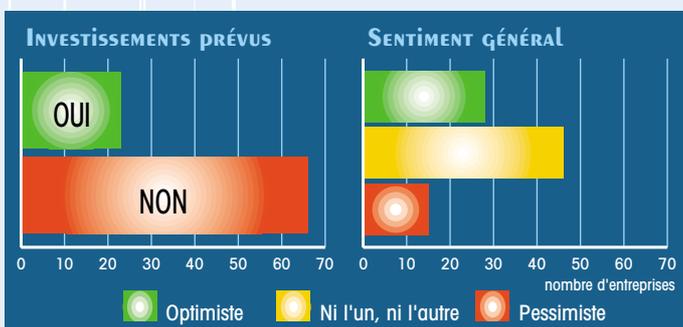


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 25 au 27 février 2002. Elle couvre 91 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

LE RALENTISSEMENT VIVEMENT RESENTI

Le ralentissement, perceptible dès notre précédente enquête, s'est prolongé au cours des trois derniers mois comme prévu par les chefs d'entreprise. Mais le pessimisme recule.

Ce ralentissement se traduit en premier lieu par **une baisse des chiffres d'affaires** par rapport à la même période, un an auparavant, dans **36 % des établissements**, alors que 26 % enregistrent une hausse (44 % lors de notre dernière enquête). C'est ainsi la première fois depuis le démarrage de notre enquête en 1996 que **les cas de diminution l'emportent sur les cas de hausse**. Mais il est vrai aussi que les volumes d'affaires traités par les entreprises avaient atteint ces derniers temps des niveaux très élevés, ce qui tempère quelque peu ce constat.

Les chefs d'entreprise sont désormais majoritaires à déplorer **le dégonflement de leur carnet de commandes (49 %)**, tandis que 12 % seulement voient leur activité s'accroître encore.

Ils sont cependant moins nombreux à estimer **que le volume actuel de commandes est insuffisant (38 %)**, une petite partie d'entre eux considérant ce ralentissement comme un retour à un niveau d'activité plus habituel. Cette proportion est néanmoins considérable, de loin la plus élevée depuis le début de nos enquêtes. Tous les secteurs semblent connaître la même situation, avec toutefois une accentuation des écarts **pour l'industrie** (diminution dans 53 % des cas, hausse pour 11 %).

Pour cette dernière, **le ralentissement ne fait d'ailleurs que se prolonger. Les prévisions** pour les trois mois à venir semblent dessiner **une nouvelle rupture de tendance** : la conjoncture serait plus porteuse qu'au cours des six mois écoulés. Les prévisions de hausse des carnets de commandes sont elles-mêmes en hausse, tout comme les perspectives de baisse sont en baisse. **La stabilité l'emporterait** toutefois très nettement sauf peut-être dans le bâtiment où les projections sont nettement négatives.

Ce ralentissement a eu également des **répercussions sur l'emploi**. Dans la grande majorité des cas (2 établissements sur 3), c'est la stabilité des effectifs qui caractérise ces trois derniers mois, bien que l'on remarque aussi **un sensible recul des situations d'embauche**, pour la troisième fois consécutive, et un maintien à un **niveau relativement élevé** (17,5 % des réponses) **des cas de réduction de personnel**, particulièrement fréquentes dans l'industrie et les services (20 et 21 %). Ces constats sont tout à fait conformes aux prévisions effectuées par les chefs d'entreprise lors de la précédente enquête. Pour les mois à venir, ces tendances devraient se poursuivre, à une nuance près cependant : embauches et réductions de personnel augmenteraient simultanément de manière sensible.

Le climat de grande confiance qui régnait il y a encore quelques trimestres a par conséquent **bien disparu**. Désormais, un chef d'entreprise seulement sur trois se déclare toujours optimiste, contre 2 sur 3 un an auparavant. En revanche, **le sentiment d'inquiétude** qui avait gagné beaucoup de terrain au second semestre 2001, **semble de nouveau marquer le pas**, revenant à un niveau plus modeste : il est affiché par 1 responsable sur 6, cela quel que soit le secteur d'activité ou la taille de l'établissement. Il s'agit là sans aucun doute de l'élément le plus positif de cette enquête.

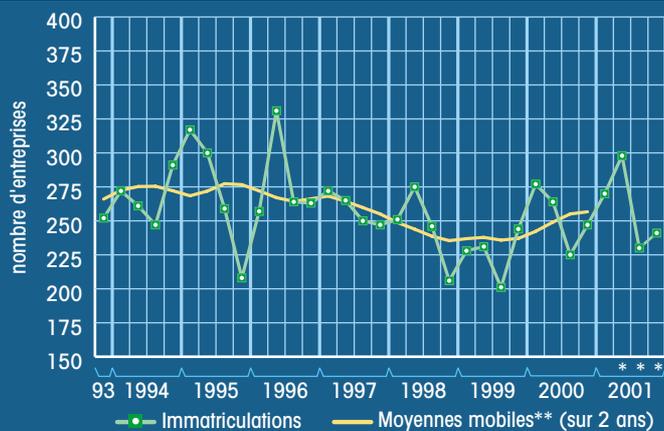
NETTE POUSSÉE DES RADIATIONS D'ENTREPRISE

Les chiffres encore provisoires communiqués par la CCI montrent que la **tendance au redressement de la création d'entreprises** ① se poursuit, cela pour le deuxième exercice consécutif. Pour 2001, le volume des immatriculations se rapprocherait ainsi de celui atteint au cours des années 1995-1997. Cette évolution, si elle venait à être confirmée, s'inscrirait en décalage par rapport à celle observée pour l'ensemble du pays où l'on déplore un fléchissement. En Loir-et-Cher, cette évolution est très largement liée au nombre des sociétés réellement nouvelles dont la part dans le total serait toujours de 50 %.

S'agissant des **radiations** ② d'entreprises industrielles et commerciales, le retournement de tendance dont nous faisons état précédemment s'est confirmé. Après une longue période de baisse, puis de stabilisation, **les chiffres sont repartis à la hausse**. Cela est vrai pour chacun des trimestres de l'année. Globalement, le nombre des radiations l'emporterait nettement sur celui des immatriculations. **Le bilan définitif pour 2001 n'est pas encore connu, mais il semble bien qu'il sera, en ce domaine, le plus lourd de ces cinq dernières années.**

Phénomène habituel en fin d'année, **le nombre des radiations** ③ **d'entreprises artisanales l'emporte largement sur celui des immatriculations**, donnant un solde très négatif (- 29 contre - 21 un an plus tôt). Observées sur l'ensemble de l'exercice, ces statistiques révèlent **une nouvelle érosion du nombre des créations** et le retour, après de bons résultats en 2000, au niveau moyen de ces quatre dernières années (environ 350 immatriculations par an). Parallèlement, **le nombre des disparitions diminue** également de manière assez régulière (375). Globalement, le secteur artisanal a perdu 19 unités en 2001, un résultat qui s'inscrit dans la lignée des précédents. On notera une fois de plus le rôle positif joué par **le secteur du bâtiment, particulièrement dynamique**, qui voit le nombre de radiations diminuer fortement (- 7,5 %).

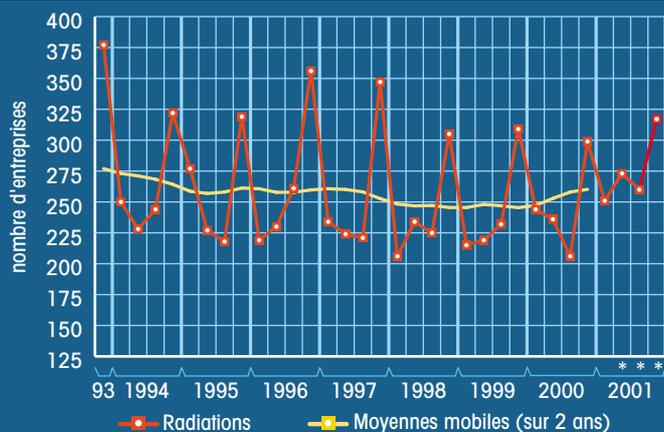
① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

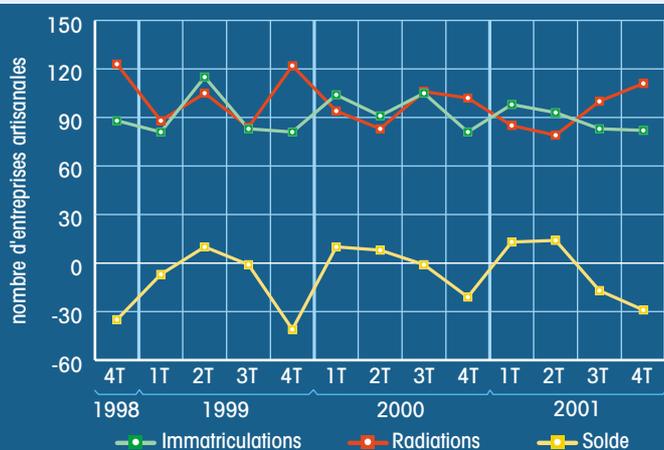
** La moyenne mobile est la valeur moyenne de la variable observée sur les douze derniers mois connus. Cette valeur moyenne est attribuée au point médian de la période observée. L'écart entre deux points de la moyenne mobile mesure le rythme annuel d'évolution. La courbe des moyennes mobiles exprime donc la tendance à long terme de la variable observée.

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



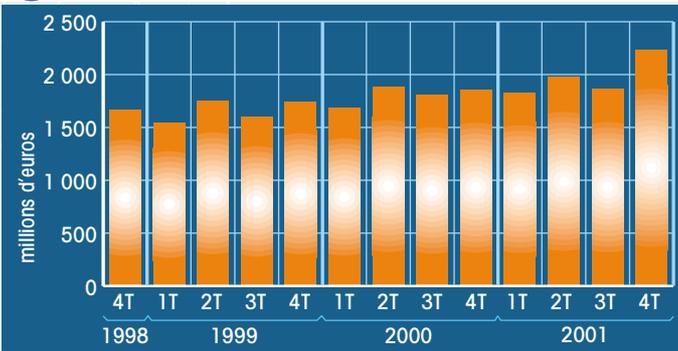
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



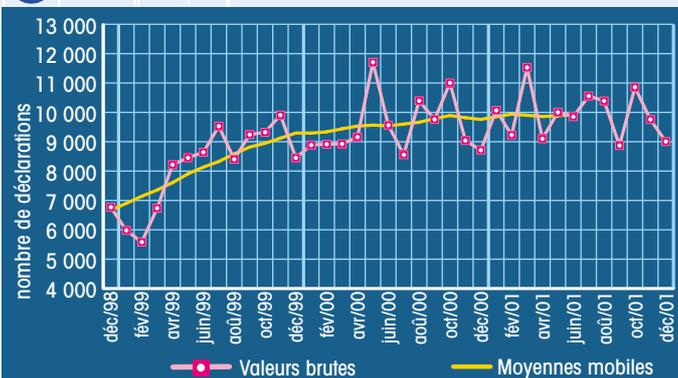
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



source Direction des services fiscaux : Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la T.V.A. (chiffres d'affaires supérieurs à 5 M.F. - 762 245 € pour les entreprises réalisant des achats/ventes et supérieurs à 1,5 M.F. - 228 674 € pour les prestataires de service) déposant leurs déclarations dans le département.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



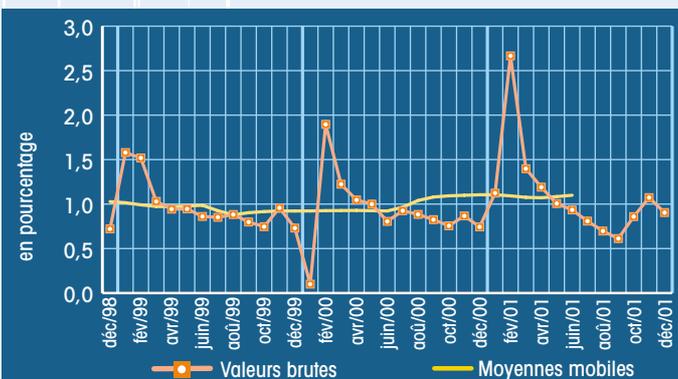
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE DE JOURNÉES INDEMNISÉES)



source DDTFFP

4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

L'ACTIVITÉ DU QUATRIÈME

TRIMESTRE EST RESTÉE SOUTENUE

Malgré les signes perceptibles de ralentissement, **les chiffres d'affaires 1 réalisés par les entreprises seraient élevés**, très élevés même si l'on en croit les statistiques communiquées par la Direction des Services Fiscaux. **Pour l'ensemble de l'année, ils auraient progressé de 9,3 %** (non prise en compte de l'inflation) et seraient les plus importants enregistrés à ce jour. Ce résultat serait très largement dû à **un quatrième trimestre tout à fait exceptionnel, en hausse de près de 20 %** par rapport au précédent. On peut voir dans ces résultats l'influence d'une consommation des ménages particulièrement vigoureuse, ainsi qu'on a pu le constater partout en France.

Les entreprises ont continué à recourir très massivement au travail temporaire. Le nombre des déclarations préalables à l'embauche 2 déposées auprès de l'URSSAF au titre de l'intérim se maintient en effet à un niveau très élevé, proche des chiffres optimaux observés récemment : plus de 29 600 entre octobre et décembre, soit **pratiquement autant qu'au troisième trimestre.** Le cumul sur un an poursuit sa progression et **franchit une fois encore un niveau record** : plus de 118 000 déclarations ce qui représente **une croissance de 4 %** par rapport à l'année 2000.

En octobre et novembre, très peu d'entreprises ont éprouvé des difficultés les contraignant à recourir au **chômage partiel 3**. Cela n'est en revanche pas le cas de **décembre où les chiffres font soudainement un bond spectaculaire**, hissant les résultats du mois au niveau de ceux observés à la mi-1996, alors marqués par une conjoncture dégradée. Au total, **10 590 journées ont été indemnisées** à ce titre au dernier trimestre (**touchant 440 personnes**), ce qui porte le total annuel à 20 700 (contre 9 674 en 2000).

Le montant des cotisations salariales appelées par l'URSSAF¹ a de nouveau augmenté au dernier trimestre 2001 (de 1,9 %), pour s'établir à 205,8 millions d'euros. **Sur l'ensemble de l'année, il a progressé de 3,6 %.** En fin d'année, **la part de ces cotisations restant impayées 4** après échéance s'élevait à **0,9 %**, soit une **hausse sensible** par rapport aux trimestres précédents. Cela pourrait traduire une croissance des difficultés de trésorerie pour certaines entreprises.

(1) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

CROISSANCE DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

La valeur des **exportations** ⑦ émanant du Loir-et-Cher a **progressé de 6,4 %** au quatrième trimestre 2001 (381 millions d'euros), revenant au niveau moyen de ces cinq dernières années. Sur l'ensemble de l'exercice, le montant global des exportations du département atteint 1,5 milliard d'euros, en augmentation de 3 % par rapport à 2000. Parallèlement, **le volume des importations s'accroît** de nouveau, **de 3,9 %**, pour s'approcher des pointes optimales enregistrées en début d'année. Leur montant s'établit pour le trimestre à 296 millions d'euros. Au total, **les importations ont été très massives en 2001**, ainsi qu'en témoigne leur montant record de 1,2 milliard d'euros, en hausse de 12,6 % par rapport à l'année précédente, elle-même en très forte croissance par rapport aux exercices antérieurs.

Le solde du commerce extérieur se renforce donc, pour le second trimestre consécutif. Il s'élève à près de 85 millions d'euros, soit nettement moins qu'au cours des périodes précédentes. **Le taux de couverture² s'établit à 129 %.**

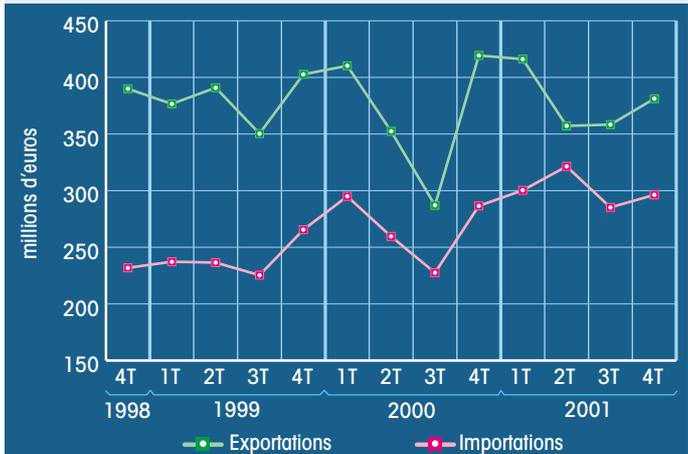
DES INVESTISSEMENTS SOUTENUS

Globalement, **les montants des investissements** ⑥ réalisés par les entreprises du Loir-et-Cher **seraient toujours importants**, figurant parmi les plus élevés de ceux enregistrés jusqu'alors. Ils auraient tout de même **légèrement diminué** d'octobre à décembre 2001 pour le second trimestre consécutif, mais après, il convient de le noter, un niveau record atteint au printemps. Le bilan 2001 en la matière est excellent au regard des exercices antérieurs, **en progression de 7,1 % par rapport à 2000.**

Les surfaces de **locaux à usage d'activités** ⑦ mises en chantier **progressent pour le deuxième trimestre consécutif**, après il est vrai une chute importante survenue au printemps. Ainsi, d'octobre à décembre, la construction de près de **55 000 m²** a été commencée (contre 50 500 à l'automne). **Sur l'ensemble des douze derniers mois**, les résultats sont en revanche moins bons qu'auparavant, en **recul de 7,1 %.**

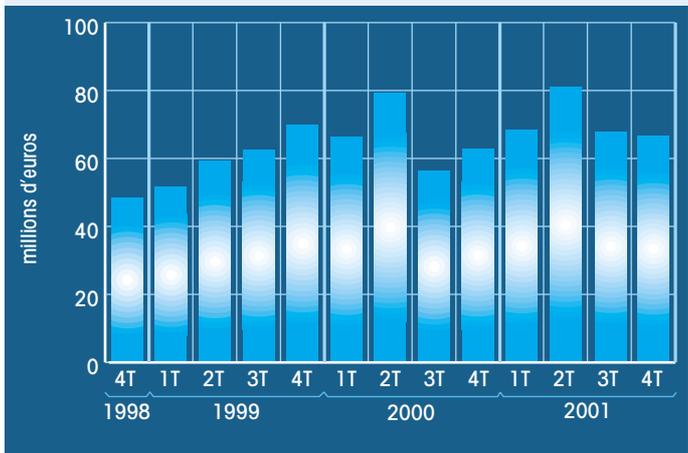
(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



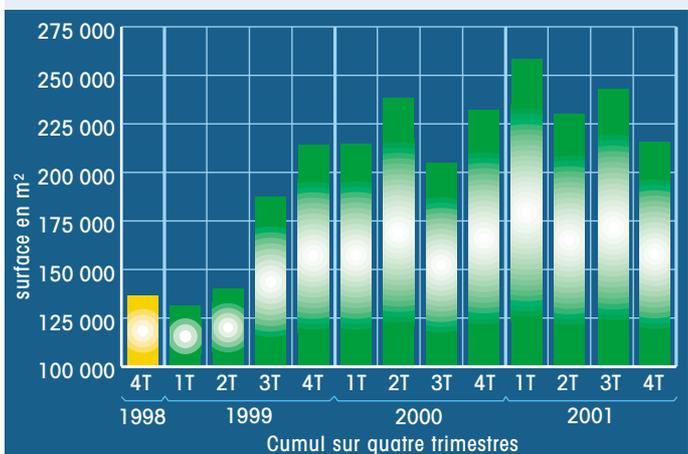
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux : le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

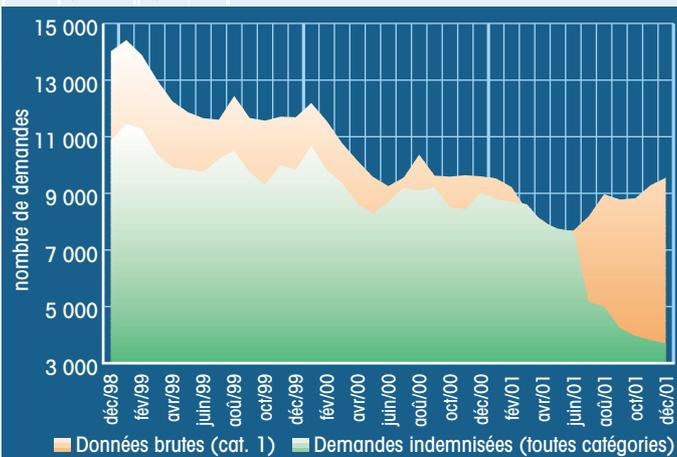
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Siclone - Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres. Sitadel intervient à compter du 1^{er} trimestre 1999 (symbolisé par le changement des couleurs).

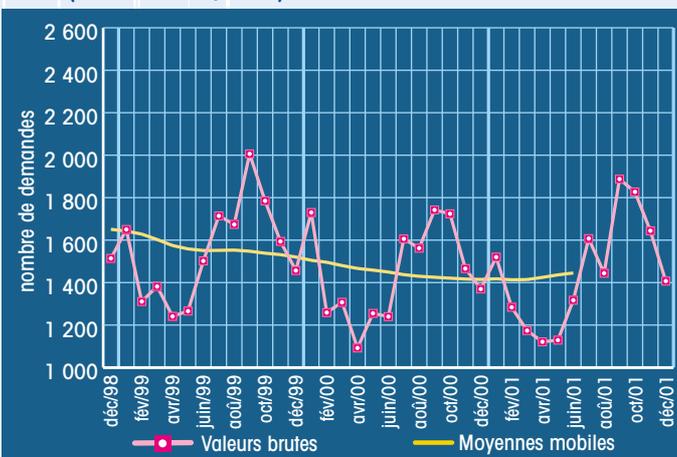
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

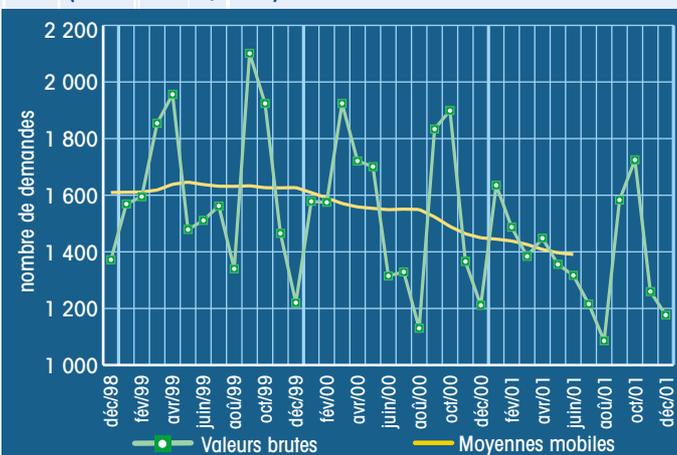
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE AUGMENTE POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE CONSÉCUTIF

Le chômage a continué d'augmenter au cours des trois derniers mois de l'année, après une brève interruption en septembre. Le Loir-et-Cher comptait **9 180 demandeurs d'emploi** (données corrigées des variations saisonnières) fin décembre 2001, soit **une hausse de 4,7 %**, comparable à celle de la région (4,5 %) mais légèrement plus marquée que celle survenue pour l'ensemble du pays (3,3 %). Néanmoins, sur la période des **douze derniers mois** le Loir-et-Cher affiche des résultats encore positifs, avec **un recul du chômage de 0,5 %**. Il est le seul département de la région à être dans ce cas. **Partout ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé** sur un an (+ 3,2 % pour la région, + 2,5 % pour la France), et parfois même fortement (plus de 7 % pour le Loiret et l'Eure-et-Loir).

Les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une indemnité (toutes catégories confondues) sont en revanche **moins nombreux** en décembre qu'en septembre, leur nombre ayant **reculé de 13 %**, confirmant une tendance qui s'est amorcée en début d'année et accélérée pendant la période estivale. **Fin décembre, ils étaient 3 696**, contre 4 250 trois mois plus tôt et même plus de 9 000 une année auparavant (- 59 %).

Plus que jamais, les évolutions du chômage selon les différentes catégories de demandeurs d'emploi sont disparates. **Les hommes ont été très touchés** au cours des derniers mois, avec une augmentation de 17,5 % de leur nombre (données brutes) au quatrième trimestre, alors que le chômage féminin stagnait, ce qui contribue à creuser les écarts sur l'année : respectivement - 5,8 % pour les femmes et + 6,1 % pour les hommes. Parmi ces derniers, **ceux ayant moins de 49 ans** ont payé le plus lourd tribut avec un bond de 19,7 % au quatrième trimestre, et plus précisément encore, **les ouvriers et les cadres ou agents de maîtrise**. Cela traduit bien les difficultés actuelles rencontrées par certains secteurs de l'industrie. Par contre, **le chômage de longue durée** semble peu influencé par le renversement conjoncturel (**légère hausse de 1,7 %**); sur période longue, il poursuit son érosion : - 21,9 % en un an pour les demandeurs comptant plus de deux années d'inscription. On le mesure bien ici, **le noyau dur du chômage est attaqué**. Il suffit pour s'en convaincre de comparer le poids actuel de ces derniers dans le total des demandeurs (7,7 %) avec ce qu'il était il y a encore quatre ans (18,8 %). Parallèlement les rangs se resserrent pour les demandeurs comptant des périodes d'inscription plus courtes, et notamment de 3 à 6 mois.

Près de **4 900 inscriptions nouvelles** (2) ont été enregistrées par l'ANPE lors du dernier trimestre, soit un peu moins qu'entre juillet et septembre (- 1,2 %). Cela porte à 17 360 leur nombre sur l'ensemble de l'année 2001, comme en 2000, alors que le Centre et la France enregistrent des hausses sensibles (respectivement + 7,2 % et + 5,1 %). On remarquera que **les cas de licenciement ont nettement augmenté en fin d'année**, de près de 14 %, **tout comme les situations de fin de mission**, ce qui témoigne à nouveau de la dégradation conjoncturelle. En revanche, sur courte comme sur longue période, **les premières entrées sur le marché du travail se raréfient** (- 43,5 % en un an).

Le nombre des personnes **sorties des fichiers de l'ANPE** ⑦ a de nouveau progressé au quatrième trimestre (4 162 soit + 7,1 %). En un an le volume des sorties a reculé de 10,3 % contre respectivement - 5 % et - 6,1 % pour la région et le pays.

Le **taux de chômage**³ ④ du département est resté inchangé au quatrième trimestre 2001, à 7,5 %, alors que ceux de la région et de la France ont progressé de 0,2 et 0,1 point. Pour la première fois depuis longtemps (début 1992), le taux départemental passe en dessous de celui de la région. Et parmi ses voisins, seul de département du Loiret fait mieux (6,5 %). Au sein même du Loir-et-Cher, les taux par bassin d'emploi sont très proches, sans grand changement : le bassin de Vendôme est stable (7,6 %), tandis que le Blaisois diminue de 0,1 point (7,4 %) et le Romorantinais progresse de 0,1 point (7,6 %).

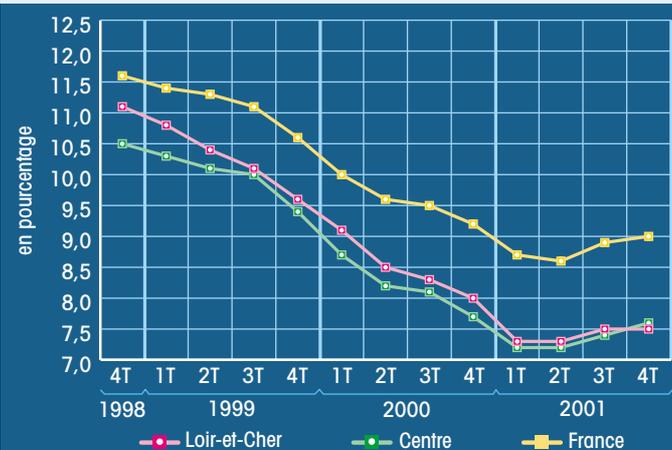
FORTE DIMINUTION DES BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE

Le volume des **offres d'emploi déposées** à l'ANPE ⑦ a continué de se contracter **d'octobre à décembre**. Toutes catégories confondues, leur nombre s'élevait à **2 577**, soit un **recul vigoureux de 22,9 %** par rapport au trimestre précédent, largement dû à la chute du nombre des offres d'emploi à temps complet et à durée indéterminée. **L'ampleur de la diminution semble importante**, si on lui compare les chiffres de la **région (- 3,7 %)** ou du pays tout entier (- 13,9 %). À l'évidence, le ralentissement économique de ces derniers mois paraît plus accentué dans le Loir-et-Cher. **Pour l'ensemble de l'année 2001**, le bilan demeure cependant positif (+ 5,3 %), alors qu'il est **négatif pour la région (- 2,6 %) et la France (- 4 %)**. Cela montre inversement que l'activité du premier semestre était plus soutenue dans le département qu'ailleurs, dopée par un premier trimestre à maints égards exceptionnel.

Cette mise au ralenti des recrutements se perçoit aussi par la réduction assez nette du **nombre des déclarations préalables à l'embauche** ⑥ **déposées** à l'URSSAF (hors agriculture et travail temporaire) d'octobre à décembre (- 26 %). Cela intervient après un troisième trimestre très actif en ce domaine, ce qui semblait paradoxal dans la mesure où les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE étaient moins nombreuses. Le recul actuel concerne tous les secteurs d'activité, sans exception, avec une particulière acuité pour l'industrie, le bâtiment et les services à la population. Néanmoins, ici encore, **les résultats sur l'année** sont nettement meilleurs, avec une **augmentation de 4,3 %** du nombre de ces déclarations.

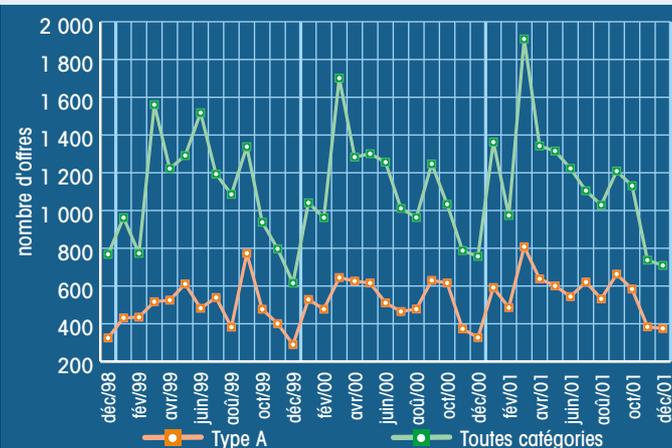
(3) Le taux de chômage résulte d'une construction complexe réalisée par l'INSEE, qui prend en compte plusieurs catégories de demandeurs d'emploi et des estimations de population régulièrement révisées. Les variations observées sont en conséquence difficilement analysables.

④ TAUX DE CHÔMAGE



source DDTEFP

⑤ OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source DDTEFP

Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

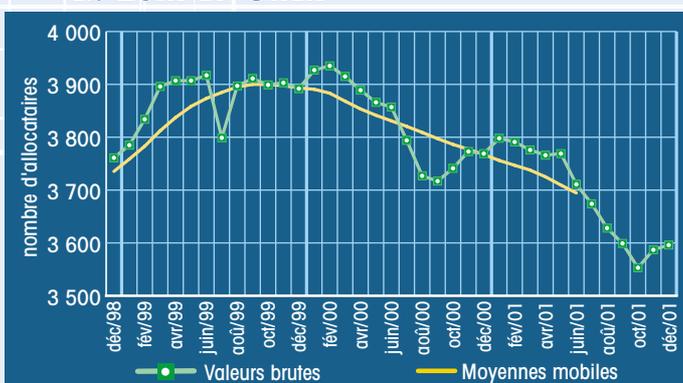
⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

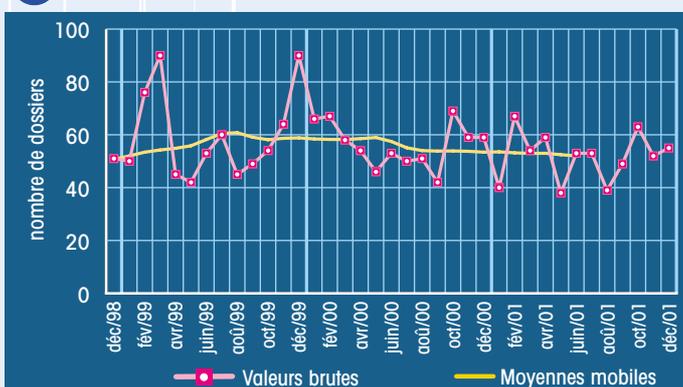
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



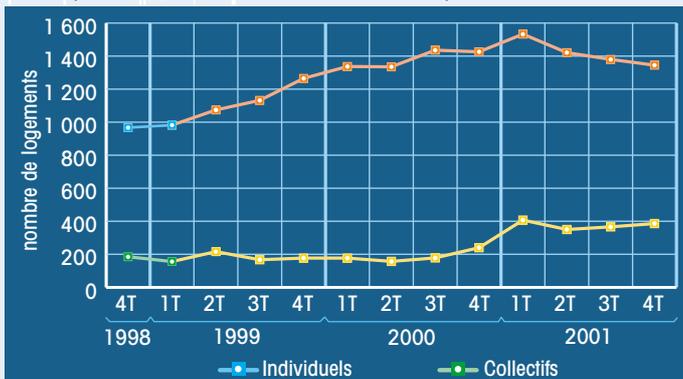
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

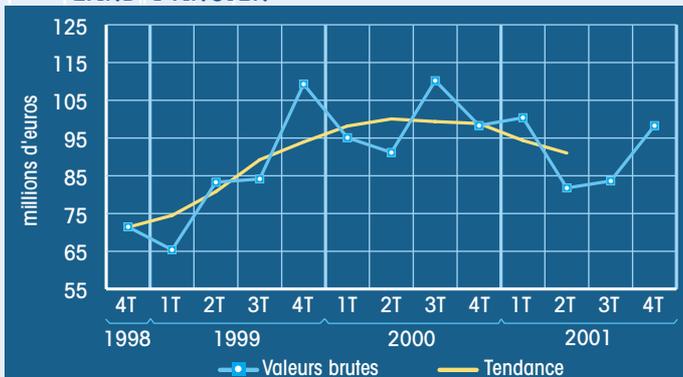
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Siclon - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné. Sitadel intervient à compter du 1^{er} trimestre 1999 (changement de couleur).

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

RMI ET SURENDETTEMENT, UNE PAUSE DANS L'ÉROSION

La situation n'a globalement pas bougé pour le RMI 1 au cours du dernier trimestre 2001, malgré une diminution assez nette en octobre, aussitôt compensée le mois suivant par une nouvelle progression. Il n'en reste pas moins que les rangs des allocataires se sont éclaircis de manière sensible durant 2001. Fin décembre, leur nombre s'élevait à 3 596, soit 200 de moins qu'en début d'année (- 4,6 %) ou même 330 depuis début 2000, quand leur nombre atteignait un sommet.

Davantage de dossiers ont été déposés à la Banque de France entre octobre et décembre concernant des situations de surendettement des ménages 2, soit 170 contre 141 précédemment (+ 20,6 %), mais il s'agissait alors du volume le moins important de ces trois dernières années. Sur l'ensemble de 2001, environ 620 dossiers ont été enregistrés, soit 7,7 % de moins qu'en 2000. On notera cette fois que l'évolution observée pour le Loir-et-Cher est assez comparable à celle de la région et de la France, respectivement - 5,7 % et - 6,7 %.

REPRISE DU LOGEMENT

La situation semble s'améliorer pour le deuxième trimestre consécutif dans le domaine de la construction neuve. Ainsi, 412 logements ont été mis en chantier 3 en Loir-et-Cher au dernier trimestre, contre 359 précédemment. Cela permet d'obtenir un résultat annuel en croissance de 3,9 % par rapport à 2000, alors même qu'on enregistre un recul de 9,6 % pour l'ensemble de la région. On notera également que la construction de logements collectifs se porte plutôt bien, avec des chiffres particulièrement importants aux premiers trimestres de l'année. En revanche, il semble que les premiers mois 2002 pourraient marquer une pause car le nombre des autorisations délivrées serait de nouveau en baisse.

Sur le marché de l'immobilier ancien 4, des constats assez similaires peuvent être dressés. Les volumes de transactions ont en effet retrouvé leur niveau élevé du début d'année (+ 17,5 % pour le trimestre). Cela ne suffit cependant pas pour égaler, en cumul annuel, les résultats exceptionnels de 2000 (en recul de 7,8 %).